

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2020 – Uzerche

Afférents au C.C : 30

En exercice : 29

Présents ou remplacés par un suppléant : 25

Votants : 29

L'an deux mil vingt, le 07 décembre à 19h00, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche, dûment convoqué par arrêté du 26 novembre 2020, s'est réuni à Uzerche, sous la présidence de Madame Catherine CHAMBRAS, conformément au CGCT.

Étaient présents : M. Michel PLAZANET, Mme Odette CIBLAC, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Lucien DEMICHEL, M. Jean-Luc AIGUEPERSE, M. Christian BELLEVILLE ; M. Michel LAUTRETTE ; M. Bernard ROUX ; M. Jean-Jacques CAFFY, Mme Milena LOUBRIAT, M. Jérôme SAGNE, Mme Delphine BOUDET, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Christian MANEUF, M. Jean-Jacques DUMAS, M. Serge BOURBOULOUX, M. Jean-Paul GRADOR, Mme Catherine CHAMBRAS, M. François FILLATRE, M. Jean-François BUISSON, Mme Nathalie RAUFLET, Mme Evelyne DEBARBIEUX, M. Jean-Paul COMBY, Mme Corinne BOUYASSE ; M. Jean-Pierre DRAPPIER

Absents excusés :

Mme Janine POUJOL ayant donné procuration à M. Bernard ROUX

M. Marc MILLION ayant donné procuration à M. Jean-Jacques CAFFY

Mme Catherine MOURNETAS ayant donné procuration à M. Jean-Paul GRADOR

M. Patrick PIGEON ayant donné procuration à M. François FILLATRE

Suppléants présents sans voix délibérative : M. Paul FREYSSINET

Secrétaire de séance : M. Michel LAUTRETTE

Madame la Présidente accueille les membres du conseil communautaire et les remercie de leur présence. Madame la Présidente remercie également Monsieur le Maire d'Uzerche pour la mise à disposition de la salle.

Madame la Présidente remercie également M. le Secrétaire Général de sa présence.

M. DOLIGEZ présente le dispositif « plan de relance » : il y a différents points permettant d'accompagner un maximum de concitoyens. Un axe « vert » est présent avec des éléments particuliers à destination des collectivités territoriales. Il précise qu'une demande a été adressée aux collectivités pour un recensement au plus tard au 31/12/2020 en matière de rénovation des bâtiments publics. Un cofinancement Etat/ CD19 est envisagé sur ces programmes.

J.J.DUMAS insiste sur l'entente souhaitée entre les services de l'Etat et du CD19 pour un cofinancement à hauteur de 60% sur de tels projets. Il rappelle qu'il faut être vigilant sur les demandes de subventions et ne pas solliciter pour un projet qui ne se fera pas et ainsi pénaliser d'autres collectivités.

M. DOLIGEZ précise que si un dossier est déposé et que le projet ne se réalise pas, il faut en informer la Préfecture afin de « réinjecter » les sommes liées.

M. DOLIGEZ présente ensuite les dispositifs d'accompagnement dont le dispositif « Petite ville de Demain ». Il rappelle que ce dispositif à un rayonnement intercommunal et n'est pas là pour favoriser la ville centre au détriment des communes environnantes. L'EPCI devra s'interroger sur la pertinence de recruter un chef de projet pour concilier l'aspect administratif et la dimension politique. L'EPCI s'engage dans un délai de 18 mois à définir un projet de territoire sur l'ensemble des 12 communes autour de la centralité : différents financements notamment pour l'ingénierie pourront être activés.

C.CHAMBRAS : Il s'agit d'un dispositif intéressant permettant de réfléchir ensemble et d'être accompagné par différents partenaires. Le chef de projet sera amené à travailler pour l'ensemble du territoire et ainsi permettre de développer l'attractivité (attirer des entreprises, des familles...) : il y a un vrai enjeu.

M. DOLIGEZ précise qu'il faut une vraie acceptation par l'ensemble du territoire afin de réaliser un état des lieux partagé et mettre en place une réflexion globale.

Le compte-rendu de la séance du 13 octobre 2020 est adopté à l'unanimité.

**DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE – ETABLISSEMENT D'UN SCHEMA
DIRECTEUR AEP POUR 10 COLLECTIVITES**

Dans le cadre de la politique de l'eau potable – et pour répondre à l'engagement d'une démarche partenariale entre le Département de la Corrèze, l'Agence de l'Eau Adour Garonne et la Fédération départementale des collectivités de l'eau de la Corrèze – de desservir de manière pérenne toute la population avec une eau de qualité, en quantité suffisante et la plus économique possible, il est nécessaire d'établir un schéma directeur visant à recenser l'ensemble des données utiles à la réalisation d'un programme pluriannuel d'investissements sur les réseaux.

Les communes du territoire n'étant pas structurées pour porter les études nécessaires, et de plus, afin de bénéficier de financement à hauteur de 80%, elles ont demandé unanimement à la Communauté de communes de les accompagner et de les aider en assurant un rôle de coordinateur (cette demande a été faite lors de la conférence des Maires par les élus présents et concernés par ce dispositif et réitérée en conseil communautaire le 11 juin 2019).

Ainsi, dans le cadre du schéma de mutualisation acté par délibération 2015.12.02 du 10 décembre 2015, et suite à la délibération 2019.06.11 du 11 juin 2019, a été signée la convention de groupement pour assurer la réalisation avec les communes et les syndicats des eaux auxquels adhèrent certaines communes du territoire, des études préalables (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et schéma directeur).

Dans un premier temps, il a été décidé de recourir à un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) dont le rôle est d'accompagner dans la formulation des besoins la rédaction d'un cahier des charges et le choix du bureau d'étude chargé de réaliser le schéma directeur.

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire 07 décembre 2020 – Uzerche

Le marché d'AMO a été signé le 26 novembre 2019 avec l'équipe Conseils Etudes Environnement et CTI19 dont les principales missions confiées sont de réaliser l'élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises pour la réalisation du Schéma Directeur AEP pour 10 collectivités et l'assistance administrative et technique pour l'analyse des candidatures et offres du Bureau d'Etudes pour la réalisation du SD AEP.

L'avis d'appel à la concurrence – marché formalisé – pour des missions de prestations intellectuelles – Diagnostic des installations de production et distribution d'eau potable – Etablissement d'un schéma directeur AEP pour 10 collectivités a été mis en ligne le 24/09/2020 et publié au BOAMP et JOUE, avec une date de remise des offres fixé au 29 octobre 2020 – 12 heures.

La commission d'appels d'offres, réunie le 16/11/2020 a validé les candidatures. Après avoir demandé à l'AMO d'analyser les offres, la Commission d'Appel d'Offres a classé les trois offres reçues et a décidé d'attribuer le marché au Bureau d'Etudes SOCAMA Ingénierie – classé n° 1 pour un montant HT de 346 237,00 € hors Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE). La CAO a également décidé de retenir les 3 PSE, ce qui porte le marché à 373 112,00 € hors taxes.

Il est ici précisé que des erreurs arithmétiques d'un faible montant ont été relevées par l'AMO sur 2 offres (SOCAMA et ALTEREO) et corrigées pour l'analyse et la prise de décision. En conséquence, des mises au point du marché ont été sollicitées auprès des 2 bureaux d'études.

Madame la Présidente informe donc le conseil communautaire de la décision de la Commission d'Appel d'Offres en attribuant le marché de prestations intellectuelles – Diagnostic des installations de production et distribution d'eau potable – Etablissement d'un Schéma Directeur AEP pour 10 collectivités au Bureau d'études SOCAMA Ingénierie pour un montant HT de 373 112,00 € (avec PSE), soit un montant TTC de 447 734,40 €.

Madame la Présidente rappelle qu'au regard de l'urgence de réaliser les opérations liées au Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP), la Communauté de communes a été mandatée pour porter et coordonner les différentes actions dans le cadre d'une convention.

Concernant le marché d'établissement du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable, il était prévu que chaque collectivité (commune et syndicat) assurerait le paiement intégral des dépenses dues au titre du marché de maîtrise d'œuvre dans la limite de leurs territoires respectifs. Mais au regard des conditions à remplir pour l'octroi des subventions attribuées par l'Agence de l'Eau et le Conseil Départemental de la Corrèze, il est nécessaire que l'aspect financier soit géré par une seule entité.

Ce mandat intervient donc dans la suite logique de la première convention et se présente comme un avenant à celle-ci puisque c'est la gestion du marché étude Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable qui est concernée ; la mission précédente s'arrêtant au choix du bureau d'études et donc à la notification du marché par la Commission d'Appel d'Offres du « coordonnateur ».

Aussi, il est proposé que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche exerce ce rôle de centralisateur et réalise ainsi l'opération pour le compte et au nom des différents partenaires concernés.

J.J.DUMAS : Qui décide des travaux à réaliser ?

M.PLAZANET : Le diagnostic sera réalisé à l'échelle de chaque commune ou syndicat et chaque entité validera ou non les travaux.

B.ROUX : La Communauté de Communes supporteront les travaux découlant des diagnostics. L'EPCI refactura à chaque entité le reste à charge correspondant au delta dépenses/recettes (subventions Agence+CD19+FCTVA) de chaque territoire. Il est précisé que les travaux subventionnés sont ceux liés à la performance et non au renforcement. Il n'y a donc qu'un seul interlocuteur.

JP.COMBY rappelle que la sectorisation est une priorité mais qu'il y aura peut-être d'autres travaux à prendre en compte.

M. LAUTRETTE rappelle que la commune de Lamongerie ne prend pas part au partenariat.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité moins trois abstentions (M. Michel LAUTRETTE, M. Jean-Luc AIGUEPERSE, M. Christian BELLEVILLE) :

- **DECIDE** d'engager l'étude diagnostique et l'élaboration du schéma directeur d'alimentation en eau potable,
- **AUTORISE** Mme la Présidente à signer la convention de mandat avec les communes et syndicats concernés,
- **RAPPELLE** que la Communauté de communes agira pour le compte et au nom des communes et syndicats,
- **PREND ACTE** de la décision de la Commission d'Appel d'Offres
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer le marché avec le bureau d'études SOCAMA Ingénierie pour un montant HT de 373 112,00 € (avec PSE) soit 447 734,40 € TTC, si et seulement si l'ensemble des partenaires (Communes et syndicats) valident l'avenant à la convention initiale joint en annexe.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de ce marché et de la présente délibération,
- **DIT** que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2020

BUDGET PRINCIPAL – DECISION MODIFICATIVE N°1

Il reste un reliquat de subvention au compte 1318 datant d'au moins de l'année 2007 pour un montant de 2 580,70 €. Cette fiche ressort en anomalie car elle n'a pas fait l'objet d'une reprise intégrale. Aussi, il vous est proposé de prévoir par décision modificative les crédits nécessaires pour passer l'opération.

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire de réaliser des ajustements budgétaires en fonctionnement et en investissement.

FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
6811	Dotations aux amortissements	7 906,15 €	777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	2 580,70 €
6611	Intérêts des emprunts et dettes	818,97 €	7768 - 042	Neutralisation des amortissements	34 795,18 €

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2020 – Uzerche

611	Contrats de prestations de services	-818,97 €	7788 - 042	Produits exceptionnels divers	-30 000,00 €
			7788	Produits exceptionnels divers	530,27 €
	Total dépenses de fonctionnement	7 906,15 €		Total recettes de fonctionnement	7 906,15 €

INVESTISSEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat	2 580,70 €	28031	Amortissement des immobilisations – frais d'études	3 580,00 €
198	Neutralisation des amortissements	4 795,18 €	2804181	Amortissement des immobilisations – Autres organismes publics – Biens mobiliers, matériel et études	556,40 €
2031	Etudes	- 35 500,00 €	280422	Amortissement des immobilisations – Subventions d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations	62,79 €
4581	Opérations sous mandat	516 000,00 €	28181	Amortissement des immobilisations – Autres immobilisations corporelles – Installations générales, agencements et aménagements divers	-106,31 €
2111	Terrains nus	530,27 €	28184	Amortissement des immobilisations – Autres immobilisations corporelles – Mobilier	344,16 €
			28188	Amortissement des immobilisations – Autres immobilisations corporelles – Divers	3 469,11 €
			4582	Opérations sous mandat	516 000,00 €
			13241	Subventions d'équipement non transférables – Communes membres du GFP	- 35 500,00 €
	Total dépenses d'investissement	488 406,15 €		Total recettes d'investissement	488 406,15 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la décision modificative indiquée ci-dessus

BUDGET ANNEXE SPANC – DECISION MODIFICATIVE N° 1

Au niveau de l'actif, il ressort qu'une ligne de 556,40 € n'est ni rattachée à un bien ni reprise. Aussi, à la demande du comptable public, il vous est proposé les écritures de reprise complémentaires indiquées dans le tableau ci-dessous.

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire de réaliser des ajustements budgétaires en fonctionnement et en investissement.

FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
6281	Concours divers...	-3 000,00 €	777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	556,40 €
6218	Autre personnel extérieur	3 000,00 €	748	Autres subventions d'exploitation	- 556,40 €
	Total des dépenses de fonctionnement	0.00 €		Total des recettes de fonctionnement	0.00 €

INVESTISSEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
13915	Subventions d'investissement transférées au compte de résultat	556,40 €			
2051	Concessions et droits similaires	- 556,40 €			
	Total des dépenses d'investissement	0.00 €		Total des recettes d'investissement	0.00 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la décision modificative indiquée ci-dessus.

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2020 – Uzerche

BUDGET ANNEXE ZAE PATURAUX – DECISION MODIFICATIVE N° 1

Compte tenu des écritures liées aux stocks et pour être en adéquation avec les écritures du comptable, Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire d'enregistrer un complément budgétaire en fonctionnement et en investissement (sans incidence sur la trésorerie).

FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	232 042,09 €	71355	Variation des stocks de terrains aménagés	232 042,09 €
	Total des dépenses de fonctionnement	232 042,09 €		Total des recettes de fonctionnement	232 042,09 €

INVESTISSEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
3555	Terrains aménagés	232 042,09 €	1641	Emprunts	232 042,09 €
	Total des dépenses d'investissement	232 042,09 €		Total des recettes d'investissement	232 042,09 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :
- **APPROUVE** la décision modificative indiquée ci-dessus.

BUDGET ANNEXE MAS DU PUY – DECISION MODIFICATIVE N° 1

Compte tenu de l'augmentation des taxes foncières, cette charge étant comptabilisée dans les comptes de stocks, il y a lieu de prévoir un abondement sur le compte 608 (en dépenses) et 796 (en recettes).

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire d'enregistrer un complément budgétaire en fonctionnement.

FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
608	Frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement	238,00 €	796	Transferts de charges financières	238,00 €
	Total des dépenses de fonctionnement	238,00 €		Total des recettes de fonctionnement	238,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :
- **APPROUVE** la décision modificative indiquée ci-dessus.

BUDGET ANNEXE ATELIER RELAIS PERPEZAC LE NOIR – DECISION MODIFICATIVE N° 1

Compte tenu de l'exonération des taxes foncières sur les 2 dernières années, il y a lieu de prévoir un abondement sur le compte 63512, compensé par le remboursement de Terres de Couleurs.

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire d'enregistrer un complément budgétaire en fonctionnement.

FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
63512	Taxes foncières	379,00 €	7588	Autres produits divers de gestion courante	379,00 €
	Total des dépenses de fonctionnement	379,00 €		Total des recettes de fonctionnement	379,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :
- **APPROUVE** la décision modificative indiquée ci-dessus.

BUDGET ANNEXE MAISON DES ENTREPRISES – DECISION MODIFICATIVE N° 1

La Communauté de communes a intégré l'immobilisation Maison des Entreprises au compte 2138 – immobilisation non amortissable.

Dans une logique de cohérence comptable, il est donc nécessaire d'enregistrer les subventions perçues et à percevoir sur des comptes de subventions non amortissables.

Pour l'enregistrement de la vente de terrains (Budget ZA Beausoleil vers BA Maison des Entreprises), il y a lieu également de transférer les crédits du compte 2111 au compte 2113.

Enfin en 2019, a été déposée auprès de l'INPI, la marque « Le Tremplin – Maison des entreprises » et la dépense constatée au compte 205 (concessions, brevets, marques...). L'amortissement lié est donc à prévoir, conformément à la délibération du conseil communautaire.

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose au conseil communautaire, en conséquence, de réaliser des ajustements budgétaires en fonctionnement et en investissement.

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2020 – Uzerche

FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
6811	Dotations aux amortissements	210,00 €			
63512	Taxes foncières	-210,00 €			
	Total des dépenses de fonctionnement	0.00 €		Total des recettes de fonctionnement	0.00 €

INVESTISSEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
2111	Terrains nus	-29 282,00 €	2805	Concessions, brevets, licences, marques...	210,00 €
2113	Terrains aménagés	29 282,00 €	1311	Subventions d'équipements transférables - Etat	-135 000,00 €
			1322	Subventions d'équipement non transférables - Régions	30 000,00 €
			1341	Fonds affectés à l'équipement non transférables – Dotation d'équipement des territoires ruraux	104 790,00 €
	Total des dépenses d'investissement	0.00 €		Total des recettes d'investissement	0.00 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :
- **APPROUVE** la décision modificative indiquée ci-dessus.

SUBVENTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE AU CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle que le CIAS du Pays d'Uzerche gère les services, enfance-jeunesse, petite enfance et maintien à domicile, ainsi que les actions en faveur du lien social (insertion – Mission locale) ; afin de permettre le fonctionnement des différents services, une subvention d'équilibre est nécessaire.

Conformément au budget voté par la Communauté de communes du Pays d'Uzerche pour l'exercice 2020 ;

Conformément au budget voté par le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche pour l'exercice 2020 ;

La participation de la Communauté de communes était estimée à 359 952,41 € et inscrite au budget 2020.

Au regard des dépenses et des recettes réalisées et à venir d'ici la fin de l'exercice, Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose de réévaluer la subvention de la Communauté de communes au CIAS.

Appelé à délibérer, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** de verser une subvention de 300 000,00 Euros pour l'exercice 2020,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à engager toutes les démarches nécessaires.

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION – BUDGETS ANNEXES DES ZONES

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle à l'assemblée que la Communauté de communes exerce la compétence aménagement zones d'activités et qu'à cet égard, le conseil communautaire a décidé de voter des budgets annexes pour chaque zone d'activité.

Les dépenses relatives à l'aménagement des terrains sont retracées dans des comptes de stocks dont la vocation est de déterminer le prix de revient des terrains aménagés et, par comparaison de celui-ci avec le prix de vente, le gain ou la perte de la collectivité.

Ainsi, toutes les dépenses de travaux indispensables à la viabilisation des terrains sont inscrites en section de fonctionnement. Les autres dépenses courantes telles que l'entretien des terrains ou des voiries, l'électricité, l'eau..., inscrites également en fonctionnement sur chaque budget annexe ne peuvent venir alourdir le prix de revient des terrains.

Aussi, Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, propose de verser, chaque année, une subvention exceptionnelle à chaque budget annexe de zones d'activités pour couvrir l'ensemble des dépenses autres que celles liées à l'aménagement des terrains.

Par délibération le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE d'attribuer et de VERSER** une subvention de vingt et un mille quatre cent quinze euros (21 415,00 euros) aux budgets annexes des zones d'activités
- **DIT** que cette subvention est répartie de la manière suivante :

BUDGET ANNEXE	MONTANT
- Mas du Puy	465,00 €
- Gane Lachaud	735,00 €
- Paturaux	11 140,00 €
- Beausoleil	9 285,00 €

- **DIT** que les crédits nécessaires pour cette dépense sont inscrits au budget 2020 de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche ;
- **DIT** que les recettes seront inscrites aux différents budgets annexes concernés.

ENGAGEMENTS DES CREDITS D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2021

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle que conformément à l'article L.1612-1 du CGCT, l'exécutif de la collectivité peut, sur

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

07 décembre 2020 – Uzerche

autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1, c'est-à-dire non seulement les dépenses inscrites au budget primitif, mais également celles inscrites dans les décisions modificatives, déduction faite des crédits nécessaires au remboursement de la dette, des restes à réaliser et des reports.

Le Conseil Communautaire, après délibération, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la Présidente à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget 2021 dans la limite des crédits et représentant 25% maximum des crédits ouverts au budget de l'exercice 2020, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Chapitre – Libellé nature	Crédits ouverts en 2020	Montant autorisé avant le vote du BP 2021
20 - Immobilisations incorporelles	11 442.63 €	2 860.66 €
204 – Subventions d'équipement versées	190 546.55 €	47 636.64 €
21 - Immobilisations corporelles	95 594.80 €	23 898.70 €
23 - Constructions	25 000.00 €	6 250.00 €
27 - Créances sur particuliers	644 884.00 €	161 221.00 €
4581 – Opérations sous mandat	515 560.00 €	128 890.00 €
TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT hors dette	1 483 027.98 €	370 757.00 €

Cession d'infrastructures de téléphonie mobile au site touristique du plan d'eau de Meilhards


Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle que, dans le cadre de la couverture des zones blanches de téléphonie mobile, deux programmes nationaux ont été lancés en 2016 :

- L'appel à projets « zones blanches centres bourgs »,
- L'appel à projets « 1300 sites stratégiques » qui concerne plus spécifiquement la couverture des zones touristiques et d'intérêt économique.

Le Conseil départemental de la Corrèze a candidaté pour l'ensemble des dossiers dans le cadre du programme 1300 sites stratégiques dont notamment celui pour la couverture mobile du Plan d'Eau de Meilhards.

Afin de permettre la mise en œuvre rapide de ce programme, le portage du projet a été assumé par la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche par conventionnement avec le Conseil départemental, principe acté par délibération du conseil communautaire en date du 4 décembre 2017.

Cet équipement est aujourd'hui achevé et en service, il convient donc aux termes de la convention suscitée de céder au Département de la Corrèze cette infrastructure et son assise foncière pour la somme de 25 812.50€, montant restant à charge de la Communauté de communes suivant le bilan financier ci-dessous :

		
OPERATION : CONSTRUCTION D'UN PYLÔNE DE TELEPHONE MOBILE MEILHARDS		
N°	Nature des prestations	Coût Définitif
0	FONCIER	1 414,50 €
	achat	421,00
	Frais Notaire en TTC	280,00
	Frais géomètre	713,50
1	Conception réalisation	88 313,95 €
	AXIANS PYLÔNES SERVICES	88 313,95 €
	CEGELEC TELECOMS SO	
2	MOE Externe PC	1 150,00 €
	MAAD Architectes	
3	Contrôleur Technique	1 025,00 €
	. Mission L	750,00 €
	. Vérification initiale électrique	275,00 €
4	Coordinateur SPS	850,00 €
	Catégorie 3	
5	Frais divers	1 618,60 €
	. Frais de raccordement	1 029,60 €
	. Frais Panneau chantier	589,00 €
TOTAL OPERATION HT		94 372,05 €
TOTAL OPERATION TTC		113 190,46 €
PLAN DE FINANCEMENT		
	DETR	24 000,00 €
	ETAT : Agence Numérique	44 939,00 €
	FCTVA	18 438,96 €
	Reste à charge EPCI	25 812,50 €

Le Conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité :

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2020 – Uzerche

- **VALIDE** le bilan financier de l'opération,
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la cession de l'infrastructure et de son emprise foncière au Département de la Corrèze,
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

CONTRACTUALISATION AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE

Madame la Présidente présente au Conseil communautaire les principes de la nouvelle politique départementale d'aides aux collectivités pour 2021-2023.

Collectivité de proximité, le Département est le garant de l'aménagement et du développement équilibré des territoires. Pour assurer cette cohésion territoriale, il développe des programmes pour le réseau routier, l'attractivité, le tourisme, l'habitat, les services au public, l'emploi, le bien vivre ensemble des Corrèziens et le numérique avec le programme "Corrèze 100% fibre 2021" donnant accès au très haut débit pour tous et partout en Corrèze.

Dans un contexte territorial renouvelé, et devant l'incertitude sur l'évolution des financements de l'État, le Département a décidé d'apporter aux collectivités une visibilité claire afin de planifier leurs projets et leurs financements sur les 3 ans à venir.

Après une large concertation, le Département a souhaité renforcer son partenariat pour accompagner les projets prioritaires de chaque collectivité. Sur la période 2021-2023, il mobilise une enveloppe de 42 millions d'euros pour les aides aux communes et intercommunalités.

Ces aides font l'objet d'une contractualisation entre le Département et chaque collectivité.

Madame la Présidente présente au conseil communautaire le Contrat de Cohésion des Territoires 2021-2023 exposant les opérations qui pourraient être retenues et le détail des financements départementaux.

Au vu de ces éléments, le Conseil communautaire après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

- **VALIDE** les opérations de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche et les financements départementaux correspondants dans le tableau ci-dessous,

Maître d'ouvrage	Intitulé projet	Montant estimatif HT (investissement)	Année d'engagement du projet
Communauté de communes du Pays d'Uzerche	Audit énergétique des locaux abritant le siège de la communauté de communes	6 000.00 €	2021
	Travaux de rénovation énergétique des locaux abritant le siège de la communauté de communes	100 000.00 €	2021

- **APPROUVE** le Contrat de Cohésion des Territoires 2021-2023 avec le Département,
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer le Contrat de Cohésion des Territoires à intervenir en ce sens entre le Conseil départemental et la Communauté de communes du Pays d'Uzerche.
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette délibération annule et remplace la délibération du 13 octobre 2020.

REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGES PAR LES ELUS COMMUNAUTAIRES

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2123-18 à L. 2123-18-1, L. 2123-18-2, R. 2123-22-1, R. 2123-22-2 et R. 2123-22-3 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié, fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;

Considérant que dans l'exercice de leur mandat, les membres du Conseil communautaire peuvent être appelés à effectuer différents types de déplacements, qui peuvent ouvrir droit au remboursement des frais exposés pour leur accomplissement ;

Considérant que les déplacements donnant lieu à remboursement pourront être : des déplacements liés à l'exécution d'un mandat spécial ou d'une mission,

- des déplacements pour se rendre à des réunions dans des organismes extérieurs situés hors du territoire communautaire dans lesquelles la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche est représentée ;
- des déplacements liés à des formations ;

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

07 décembre 2020 – Uzerche

Considérant que le remboursement des frais engagés par les élus comprend :

- les frais de séjour (hébergement et repas),
- les frais de déplacement (transport en commun ou utilisation du véhicule personnel le cas échéant),
- les frais d'aide à la personne ;

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, présente les modalités de prise en compte des remboursements des frais des élus communautaires.

Article 1 : Frais de déplacements courants sur le territoire de la Communauté de Communes

- a) Les frais de déplacements sur le territoire de la communauté de communes, pour assister aux réunions « internes », ne sont pas remboursés au motif qu'il s'agit de déplacement exercé par les membres du conseil municipal pour prendre part aux réunions des instances ou organismes dont ils font partie à des qualités.
- b) Conformément à l'article L. 2123-18-1 du CGCT, les membres du Conseil communautaire peuvent être amenés à se rendre à des réunions où ils représentent la Communauté de communes dans des organismes extérieurs situés hors du territoire communautaire.

Ces organismes sont habilités à tenir des réunions officielles (conseils d'administration, assemblées générales, comités syndicaux, etc...) dans lesquelles la Communauté de communes est amenée à se faire représenter par ses délégués.

Dans ces cas, les élus peuvent bénéficier du remboursement des frais engagés sur présentation de la convocation officielle de l'organisme, établie préalablement au départ de l' élu concerné.

Ce type de déplacement donne lieu au remboursement :

- des frais d'hébergement (uniquement si le lieu de réunion est situé à plus de 100 km de la résidence administrative ou familiale de l' élu)
- des frais de repas (uniquement lorsque l' élu se trouve en déplacement pendant la totalité de la période comprise entre 11 heures et 14 heures pour le repas de midi et entre 18 heures et 22 heures, pour le repas du soir)
- des frais de déplacements (uniquement si le lieu de la réunion est située hors du territoire communautaire),
- des frais d'aide à la personne.

Article 2 : Frais d'exécution d'un mandat spécial

Le remboursement des frais induits par l'exécution d'un mandat spéciale ou d'une mission s'applique pour tous les membres du Conseil sans exception. Pour obtenir le remboursement des dépenses engagées dans le cadre d'un déplacement ou d'une mission, l'intéressé doit agir au titre d'un mandat spécial, c'est-à-dire d'une mission accomplie.

La notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l' élu et doit correspondre à une opération déterminée, de façon précise, quant à son objet et doit être limitée dans sa durée. Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels et indispensables.

Le déplacement pour mandat spécial donne lieu au remboursement des frais de séjour, des frais de déplacement et des frais d'aide à la personne.

Tous les autres frais des élus à l'occasion d'un mandat spécial peuvent également donner lieu à remboursement, dès

lors qu'ils apparaissent comme nécessaires au bon accomplissement du mandat, et qu'il peut en être justifié.

Article 3 : Frais pour suivre une formation

Les frais de formation donnent lieu au remboursement :

- des frais de déplacement,
- des frais de restauration,
- des frais d'hébergement (uniquement si le lieu de formation est situé à plus de 100 km de la résidence administrative ou familiale de l' élu),
- de la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus, justifiée par l' élu et plafonnée à l'équivalent de 18 jours, par élu et pour la durée du mandat (au 1^{er} janvier 2020, ce plafond s'élève à 1 918,35€).

Article 4 : Les frais de séjour (hébergement et repas)

Les frais sont remboursés au regard des dispositions de l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Type d'indemnités	Déplacements au 1 ^{er} janvier 2020		
	Province	Paris (Intra-muros)	Ville = ou > à 200 000 habitants et communes de la métropole du grand
Hébergement	70 €	110 €	90 €
Déjeuner	17,50 €	17,50 €	17,50 €
Dîner	17,50 €	17,50 €	17,50 €

La nuitée de la veille du jour de la formation ou de la réunion peut être indemnisée. En aucun la nuitée du dernier jour de formation ou de réunion ne pourra être indemnisée, sauf à considérer que cette réunion ou formation ait pris fin après 21h00

Article 5 : Les frais de transport

Lors d'un déplacement, le principe quant au choix du moyen de transport reste l'utilisation du moyen de transport le moins onéreux et, lorsque l'intérêt de la mission l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Le conseil municipal autorise l' élu à utiliser son véhicule personnel.

L'utilisation d'un véhicule personnel pourra donner lieu à un remboursement si :

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire

07 décembre 2020 – Uzerche

- la destination objet du déplacement est située à moins de 100 kilomètres de la résidence administrative de l' élu,
- le transport en commun ne dessert pas de manière satisfaisante le lieu objet du déplacement (ex : trajet avec plus de 2 correspondances ou comprenant une correspondance beaucoup trop longue (+ de 45 minutes), temps de trajet en train supérieur ou égal au temps de trajet effectué avec un véhicule personnel, etc...).
- Les trajets en train seront remboursés en intégralité sur la base du transport ferroviaire économique de 2ème classe.
- Le remboursement des frais de déplacement dus à l'utilisation d'un véhicule se fera sur la base de l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat.

Cet arrêté sera amené à évoluer sans qu'il ne soit nécessaire de prendre une nouvelle délibération pour mettre à jour ces montants.

A titre, informatif, les indemnités kilométriques sont les suivantes : (les montants s'entendent par kilomètre parcouru et comprennent le déplacement aller-retour).

Catégorie (puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 km
Vélocycle et autres (cylindrée de 50 à 125 cm3)	0,11 €
Motocyclette (cylindrée supérieure à 125 cm3)	0,14 €
Véhicule de 5 CV et moins	0,29 €
Véhicule de 6 et 7 CV	0,37 €
Véhicule de 8 CV et plus	0,41 €

L'autorité territoriale remboursera aussi les frais d'utilisation de parcs de stationnement et de péage d'autoroute ou d'utilisation d'un taxi, d'un véhicule de location ou d'un véhicule personnel autre qu'un véhicule à moteur. Ce remboursement ne pourra intervenir que sur présentation des pièces justificatives.

Chaque élu présente un état de frais, précisant notamment son identité, son itinéraire ainsi que les dates de départ et de retour, auquel il joint les factures qu'il a acquittées. Il joindra une copie de la convocation justifiant le déplacement.

Article 6 : Les frais d'aide à la personne

Les frais d'aide à la personne comprennent les frais de garde d'enfants (de moins de 16 ans) ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile. Leur remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance (10.15 € bruts au 1^{er} janvier 2020). Ils seront pris en charge sur une présentation d'un état des frais.

Le remboursement est possible lorsque l' élu a besoin d'une aide personnelle à son domicile lorsqu'il a engagé des frais en raison de sa :

- participation aux séances plénières du conseil municipal ;
- participation aux réunions de commissions dont ils sont membres et instituées par une délibération du conseil municipal ;
- participation aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où ils ont été désignés pour représenter la commune ;
- participation à l'exercice d'un mandat spécial.

Les modalités de remboursement doivent être fixées par délibération fixant les pièces justificatives visant à s'assurer que les aides financières de l' élu (crédit ou remboursement d'impôt, remboursement de la commune) n'excèdent pas le montant de la prestation. La délibération prévoit également la liste des pièces justificatives permettant de s'assurer du caractère régulier et déclaré de la prestation.

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, précise que compte-tenu de la complexité du dispositif, l'AMF a demandé une circulaire d'application.

Après délibération, le conseil communautaire, le conseil communautaire à l'unanimité :

VALIDE les articles 1, 2, 3, 4

DECIDE de reporter la mise en application de l'article 5 compte tenu de sa complexité d'application et dans l'attente que des éléments soient apportés conformément à la demande faite l'AMF.

AUTORISE Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

DIT que les dépenses en résultant seront couvertes par les crédits inscrits au budget de l'exercice au chapitre prévu à cet effet.

DELIBERATION DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1 ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le recrutement d'un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activité ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le recrutement d'un agent contractuel pour accroissement saisonnier d'activité ;

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

COMPTE RENDU Séance du conseil communautaire 07 décembre 2020 – Uzerche

- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels non permanents en cas d'accroissement temporaire d'activité (article 3 1° de la loi de 84),
- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels non permanents en cas d'accroissement saisonnier d'activité (article 3 2° de la loi de 84),
- **DIT** que Madame la Présidente est chargée de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de la collectivité.

COMPTABILITE MODIFICATION DE LA CLE DE REPARTITION COMPTABILITE – CLE DE REPARTITION

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, informe le conseil de la demande des partenaires financiers et institutionnels. Afin de pouvoir contrôler la cohérence des budgets prévisionnels et des comptes de résultats transmis, les partenaires financiers souhaitent qu'une clé de répartition soit définie pour les dépenses dites « transversales ». Ces dépenses sont essentiellement les charges de gestion courante, ou de personnel intervenant sur divers services.

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président, rappelle qu'une clé de répartition – venant en appui de la comptabilité analytique avait été mise en place, permettant ainsi d'avoir une vision par service.

Il est rappelé que le conseil communautaire, à l'unanimité, avait autorisé que les factures concernant le budget principal et le budget annexe Centre Intercommunal d'Action Sociale (téléphone, loyer... par exemple) soient mandatées sur le budget principal qui utilisera une comptabilité analytique et une refacturation, en application de la délibération « clé de répartition », périodiquement dans l'année. Aussi, il avait été décidé :

- Que les dépenses liées à plusieurs services (par exemple le loyer, l'abonnement téléphonique...) soient ventilées en fonction du nombre de services utilisateurs ; à titre d'exemple, toutes les dépenses de la Maison de l'enfance impacteront les services Multi accueil, Accueils de Loisirs Sans Hébergement d'Uzerche et le Relais d'Assistants Maternels (par exemple, pour l'emprunt lié à la Maison de l'Enfance)
- Que les dépenses liées aux sorties des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (frais d'entrée, transport...) soient ventilées en fonction du nombre d'enfants inscrits sur les structures pour ladite sortie ;

Monsieur Bernard ROUX, 1^{er} Vice-Président précise que dans un souci de bonne gestion administrative et comptable une mutualisation des moyens humains est mise en place et qu'afin de répartir la charge financière de la masse salariale et des frais annexes liés, il est également appliqué une clé de répartition.

Compte tenu des diverses réorganisations des services suite aux prises de compétences ou reprises de structures, il est proposé de modifier la clé de répartition à compter du 1^{er} janvier 2021.

- **Poste de direction de la Communauté de Communes**
- **Poste en charge de la Gestion des Ressources Humaines de la Communauté de Communes**
- **Poste en charge de la comptabilité et de la commande publique de la Communauté de Communes**
- **Poste du Directeur de l'Aménagement**

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la clé de répartition présentée ci-dessus ;
- **DIT** que cette clé de répartition est applicable dès le 1^{er} janvier 2021 et pourra être revue en cas de réorganisation des services et des compétences ;
- **DIT** que les dépenses liées aux budgets annexes seront refacturées au dit budget en fin d'année ;
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir transmettre cette décision aux partenaires financiers.

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CREATION DE POSTE

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifié, disposant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement si et seulement si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant le permettent. Considérant les besoins croissants de certains services, afin de répondre correctement aux missions de service public ; Madame la Présidente informe le conseil communautaire du départ, à compter du 1^{er} janvier 2021, du Directeur de l'Aménagement dans le cadre d'une mutation.

Aussi, le conseil communautaire avait validé la modification du tableau des effectifs afin de permettre le recrutement d'un agent titulaire à compter du 1^{er} janvier 2021 à raison de 35 heures hebdomadaires.

Au regard des candidatures reçues et pour faire suite aux entretiens, Madame la Présidente informe l'assemblée que le candidat répondant aux attentes ne dispose pas d'un grade figurant au tableau des effectifs.

Madame la Présidente précise que la condition financière est remplie et qu'il appartient donc au conseil communautaire de se prononcer sur la création de ce poste afin de permettre le recrutement de l'agent.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** la création d'un poste technicien principal de 1^{ère} classe à temps complet à compter du 1^{er} février 2021
- **DONNE** tous pouvoirs à Madame la Présidente pour le recrutement de cet agent
- **AUTORISE** Madame la Présidente à prendre l'arrêté de nomination et tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la délibération.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2020 – Uzerche

APPEL A PROJET FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce)

Monsieur Jérôme SAGNE, 3^{ème} Vice-Président, rappelle que le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Vézère-Auvézère est lauréat de l'appel à projet FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) lancé par l'Etat.

Dans ce cadre, le PETR Vézère-Auvézère pourra bénéficier de subventions de l'Etat pour différentes actions en faveur du soutien à l'artisanat, au commerce et aux services de proximité.

	MONTANT DE L'OPERATION	SUBVENTION FISAC
Fonctionnement	237 050 €	46 515 € (19,6 %)
Accompagnement à la transition numérique	48 360 €	14 508 € (30 %)
Création d'un Forum « transmission-reprise »	72 000 €	14 400 € (20 %)
Création d'une plaquette de communication	690 €	207 € (30 %)
Evaluation du dispositif FISAC	8 000 €	2 400 € (30 %)
Recrutement animateur FISAC (3 ans)	108 000 €	15 000 € (13,89 %)
Investissement	714 386 €	135 249 € (18,9 %)
Soutien à la modernisation des points de vente	600 000 €	120 000 € (20 %)
Création d'une halle de marché à Chamberet	38 100 €	7 620 € (20 %)
Amélioration de la signalétique artisanale et commerciale en centres-bourgs	76 286 €	7 629 € (10 %)

En amont de la mise en œuvre de ce dispositif, il est nécessaire de valider différents documents-cadres :

- Convention Opération collective au titre du FISAC (entre l'Etat, le PETR et les Communautés de communes)
- Convention pour autorisation de versement des aides aux entreprises (entre le PETR et les Communautés de communes)

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **VALIDE** la Convention Opération collective au titre du FISAC,
- **VALIDE** la Convention pour autorisation de versement des aides aux entreprises,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer ces documents,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à engager toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de transmettre une copie de la présente à Monsieur le Président du PETR Vézère-Auvézère.

CONVENTIONNEMENT COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE / CONSEIL REGIONAL NOUVELLE-AQUITAINE :
AVENANT AU REGLEMENT INTERIEUR D'INTERVENTION ECONOMIQUE

Madame la Présidente rappelle que par délibération 2018.06.03 du 10 juin 2018, le conseil communautaire a approuvé le règlement d'intervention des aides communautaires aux entreprises et autorisé la signature de la convention de développement économique et d'aides aux entreprises et les éventuels avenants à passer avec le conseil régional Nouvelle-Aquitaine.

Compte tenu des évolutions d'accompagnement, et notamment au regard des impacts de la crise sanitaire sur le monde des entreprises, ce conventionnement a déjà été modifié par avenant.

Ces conventions ne portant pas sur une compétence partagée et ne constituant ni des délégations de compétences prévues par l'article L.1111-8 du CGCT, ni des délégations d'instruction ou d'octroi d'aides, prévues par l'article L.1111-8-2 de ce même code, elles n'ont pas à être présentées à l'avis préalable de la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP).

Madame la Présidente rappelle que le comité syndical du PETR a validé la candidature du PETR au FISAC, la convention et le règlement d'intervention du FISAC et notamment les aides du FISAC conditionnées à l'obtention d'autres aides et notamment celle de la Communauté de Communes. Aussi, il convient de modifier le règlement intérieur de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche pour prendre en compte les critères du FISAC.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **MODIFIE le règlement comme suit**

Dispositif	Bénéficiaires	Objectifs et projets à financer	Assiette	Intensité de l'aide de la CCPU
PROJET ELIGIBLE AU FISAC	Toutes les entreprises, (service, commerce, artisanat) dont le projet est éligibles au FISAC	Préserver ou à développer un réseau d'entreprises de proximité.	Coût d'investissement	20 % Plancher de dépenses éligibles : 2 000 € HT Plafond de dépenses éligibles : 20 000 € HT Aide maximale : 4 000 €

Chaque dossier déposé au titre du FISAC pourra prétendre à une aide de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche

- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération

COMPTE RENDU

Séance du conseil communautaire 07 décembre 2020 – Uzerche

REGLEMENT INTERIEUR D'INTERVENTION ECONOMIQUE : fonds de secours exceptionnel

Monsieur Jérôme SAGNE, 3^{ème} Vice-Président rappelle que par délibération 2018.06.03 du 10 juin 2018, le conseil communautaire a approuvé le règlement d'intervention des aides communautaires aux entreprises et autorisé la signature de la convention de développement économique et d'aides aux entreprises et les éventuels avenants à passer avec le conseil régional Nouvelle-Aquitaine.

Monsieur Jérôme SAGNE, 3^{ème} Vice-Président rappelle que le conseil avait acté un avenant, au regard de la crise sanitaire et de ses impacts sur les entreprises du territoire ; afin de mettre en place un dispositif spécifique l'accompagnement des entreprises en grandes difficultés lié à la crise sanitaire.

Ce dispositif, prioritairement pour les entreprises de 0 à 4 ETP (Equivalent Temps Plein) des secteurs du commerce, de l'artisanat et des services de proximité, permettra de verser des aides économiques directes selon les conditions indiquées en annexe.

Au regard de l'évolution sanitaire, Monsieur Jérôme SAGNE, 3^{ème} Vice-Président propose de proroger ce fonds exceptionnel, dans les conditions prévues dans le règlement annexé.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **MODIFIE** le règlement comme indiqué dans l'exemplaire annexé
- **RAPPELLE** que le bureau examine les demandes et attribue les aides conformément aux délégations reçues
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET « REVITALISATION DES CENTRES-VILLES ET CENTRES-BOURGS »

Candidature co-portée par la Commune d'Uzerche et la Communauté de communes du Pays d'Uzerche

Madame la Présidente expose à l'assemblée les faits suivants.

Le maintien, le développement de centres-villes et centres-bourgs dynamiques sont des gages de qualité de vie, de cohésion sociale et de développement économique. De fait, ils constituent des pôles essentiels à l'attractivité de leur territoire et plus globalement à l'équilibre territorial régional.

Présente auprès des villes moyennes et du programme national « action cœur de ville », la Région Nouvelle-Aquitaine a souhaité mettre en œuvre une politique renforcée en faveur des villes de plus petite taille confrontées à des problématiques de dévitalisation ; l'objectif consistant à préserver et renforcer une armature urbaine durable dans un souci de cohésion territoriale.

Concrètement, cet appel à manifestation d'intérêt vise à enclencher une dynamique d'actions par la formalisation d'un projet intégré global et à soutenir des opérations structurantes de revitalisation prévues dans le cadre de la délibération prise par l'assemblée régionale le 12 avril 2019.

Les communes et EPCI qui souhaitent s'engager dans cette politique régionale sont ainsi invités à formaliser un schéma stratégique d'intervention pour un projet de développement global de leur centre-ville. Les enjeux spécifiques et les leviers d'actions pertinents (habitat, cadre de vie, activités économiques, patrimoine, mobilité...) contribueront à identifier des réponses formalisées par un programme opérationnel thématique, spatialisé et précisé dans le temps.

Sont éligibles à ce programme les petits pôles urbains (comptant de 1.500 à 5.000 emplois) dont le centre présente des signes de dévitalisation, à savoir un taux de vacance en matière de logements et/ou de commerces supérieur à 10%.

Les dossiers de candidature seront obligatoirement co-portés par la commune et l'intercommunalité concernée. Ils seront examinés par la Région en concertation avec les partenaires qui souhaitent y être associés (Etat, Caisse des Dépôts et Consignations, Département, bailleurs sociaux, consulaires...).

Lors de la sélection des dossiers, un avis pourra être formulé précisant éventuellement des préconisations à prendre en compte pour l'établissement du schéma stratégique d'intervention.

A l'issue des échanges, une convention cadre sera établie visant notamment à définir les enjeux thématiques partagés et les délais d'établissement dudit schéma ; les besoins en matière de diagnostics et études à conduire ; l'ingénierie à mettre en place et ses missions au regard du contexte spécifique ; les opérations susceptibles d'être mises en œuvre à court terme.

Cette convention-cadre permettra également à la Région de mettre en œuvre des moyens spécifiques et de prioriser/coordonner ses interventions potentielles au regard de ses politiques sectorielles. Le soutien à chaque opération, dès lors qu'elle sera finalisée techniquement et financièrement par le porteur de projet, s'effectuera par délibération spécifique.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **AUTORISE** le dépôt d'un dossier de candidature co-portée par la Commune d'Uzerche et la Communauté de Communes à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « revitalisation des centres-villes et centres-bourgs » ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire d'Uzerche à porter cette candidature auprès de Monsieur le Président de la Région Nouvelle-Aquitaine, en lien avec Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

CONVENTION AVEC LA BASE DE LA MINOTERIE – développement de la promotion du tourisme

Monsieur Jean-Jacques CAFFY, 5^{ème} Vice-Président, rappelle que la Communauté de communes du Pays d'Uzerche exerce la compétence « développement de la promotion du tourisme ».

A ce titre, la volonté de développer les chemins de randonnées sur l'ensemble du territoire communautaire a été exprimée à plusieurs reprises par les élus communautaires et ce, afin de pouvoir promouvoir le territoire communautaire auprès des touristes. C'est en proposant des chemins adaptés et de qualité que le territoire du Pays d'Uzerche accueillera de nouveaux visiteurs et touristes.

Afin de permettre le suivi sur les différents chemins et les problématiques liées, il est proposé à l'assemblée d'établir une nouvelle convention de partenariat avec l'association de la Base de la Minoterie.

Monsieur Jean-Jacques CAFFY, 5^{ème} Vice-Président, propose qu'un élu soit référent dans cette démarche et assure un suivi de la convention.

JF.BUISSON souligne que c'est une thématique importante pour le territoire et qu'il faut faire un bilan régulier.

JP.COMBY : Pourquoi ceci n'est pas fait par la SPL qui a été créée pour le tourisme ?

JJ.CAFFY : Il ne s'agit pas d'une mission déléguée à la SPL, les chemins de randonnées relèvent des communes et de l'EPCI.

Après lecture de la convention de partenariat et délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2020 – Uzerche

- **DECIDE** de conventionner avec la Base de la Minoterie dans les conditions indiquées dans la convention jointe ;
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer la convention et tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération
- **DIT** que Monsieur Jean-François BUISSON est l' élu référent pour cette thématique.
- **DIT** que les crédits nécessaires pour cette dépense sont inscrits au budget de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche

PROJET RANDO-MILLEVACHES : accord de principe pour la poursuite du projet (2022-2024)

Monsieur Jean-Jacques CAFFY, 5^{ème} vice-Président, rappelle qu'en 2018, 14 structures se sont associées autour du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin (SMAG PNRML) en signant la convention-cadre du projet Rando Millevaches dont l'objectif est la mise en place et le déploiement d'une solution numérique de gestion et de valorisation de l'offre de randonnée.

Il est rappelé qu'un avenant à la convention multipartite a signé et avait pour objet : Prolonger le poste clé d'animation du projet Rando Millevaches ; définir les frais de communication supplémentaires et définir les modalités de versement de la contribution financière de chaque co-contractant.

Lors du dernier comité de pilotage qui s'est tenu en octobre 2020, les partenaires présents ont confirmé souhaiter poursuivre le projet après la fin de la convention et pérenniser le poste d'animation. La prochaine convention débutera le 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 3 ans.

En conséquence, le budget 2021 doit être complété de 3 mois et 20 jours (du 11 septembre 2021 ou 31 décembre 2021) pour le poste d'animation, ce qui correspond à l'animation entre la fin de la première convention (11 septembre 2021) et le début de la seconde (1^{er} janvier).

Il a été décidé également de maintenir un montage financier similaire au montage initial de la convention-cadre, soit 80 % pris en charge par les Communautés de Communes et les communes partenaires et 20 % pris en charge par le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel Régional de Millevaches en Limousin (SMAG PNRML).

Le COPIL a décidé de pérenniser un montage financier basé sur la clé de répartition par nombre d'habitants et de conserver la répartition par heures consacrées chaque structure.

Monsieur Jean-Jacques CAFFY, 5^{ème} vice-Président, précise qu'afin de permettre à la Communauté de Communes de délibérer en toute connaissance de cause sur son engagement financier pour les prochaines années, un tableau financier a été adressé.

Période du 11 septembre 2021 ou 31 décembre 2021 : 820,22 € (uniquement frais salariaux)

Période du 01 janvier 2022 ou 31 décembre 2024 : 12 542,68 € soit 4 180,89 € / an

Ce montant comprend les frais salariaux, de communication, de traduction, d'hébergement et de maintenance.

Le montant dû est la somme des frais salariaux, de communication, d'hébergement et de maintenance. Les frais de traduction sont à régler par chaque structure directement au prestataire (factures).

M. LAUTRETTE : Quel retour sur l'entretien des chemins ?

JJ CAFFY précise que la Communauté de Communes n'a pas de référent dédié mais aussi que l'entretien reste une compétence communale.

E. DEBARBIEUX trouve que la communication touristique dédiée à la Corrèze est faible contrairement à d'autres départements.

JJ. CAFFY rappelle la création de la marque « Origine Corrèze » par le Département et que le e-tourisme se développe aussi.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DONNE** un accord de principe sur la continuité du projet sur la période 2021-2024
- **VALIDE** les sommes restant à charges pour la communauté de communes du Pays d'Uzerche
 - o 820,22 € pour le solde de l'année 2021
 - o 12 542,68 € pour la période 2022-2024 soit 4 180,89 € annuels
- **DIT** que Monsieur Jean-Jacques CAFFY est l' élu-référent sur ce dossier
- **DIT** que le technicien référent sur ce dossier est un agent de la SPL Terres de Corrèze
- **AUTORISE** Madame la Présidente signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la délibération.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité

REGLEMENT INTERIEUR COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE

Madame la Présidente rappelle que dans un délai de six mois suivant leur installation, les conseils municipaux des communes de 1 000 habitants et plus doivent établir leur règlement intérieur. Cette formalité est imposée par la loi.

A compter du renouvellement général des conseils municipaux de 2020, les EPCI et syndicats mixtes ferles sont soumis aux règles applicables aux communes de 1 000 habitants et plus (article L5211-1 CGCT).

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil qui peut se doter de règles propres de fonctionnement interne et à améliorer la qualité de ses travaux, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Dans le souci d'informer le plus largement les membres du conseil, le règlement comprend en plus des dispositions obligatoires, les références aux principales règles de fonctionnement des assemblées délibérantes (conseil et bureau) définies par le code général des collectivités territoriales.

Dans le même esprit, sont intégrées à ce règlement les règles relatives à la composition, au rôle et au fonctionnement des principales commissions émanant du conseil communautaire.

Madame la Présidente précise donc que le présent règlement intérieur est donc établi en application des articles L.5211-1 et L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et des statuts de la communauté de Communes du Pays d'Uzerche. Il a pour but de préciser les modalités de fonctionnement des instances communautaires.

Après lecture du projet de règlement intérieur et délibération, le conseil, à l'unanimité :

- **VALIDE** le règlement intérieur tel que présenté
- **DIT** que ce règlement est applicable pour la durée du mandat, sauf modification intervenant dans les conditions prévues.

DEBAT : PACTE DE GOUVERNANCE

Vu la loi Engagement et proximité du 27 décembre 2019 introduit la possibilité d'élaborer un pacte de gouvernance entre les communes et l'EPCI.

Vu l'article L. 5211-11-2 du CGCT prévoyant les modalités d'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'EPCI.

Madame la Présidente rappelle que le conseil communautaire doit se prononcer sur l'intérêt d'élaborer, et le cas échéant adopter, un pacte de gouvernance après le renouvellement général des conseils municipaux.

Madame la Présidente précise les élus doivent donc débattre sur l'intérêt d'élaborer un tel pacte mais sans obligation de l'adopter. Madame la Présidente rappelle que le progrès de la coopération intercommunale se fonde sur la libre volonté des communes d'élaborer des projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité.

Si l'organe délibérant décide de l'élaboration d'un tel pacte, il doit l'adopter **dans un délai de neuf mois à compter du renouvellement général** après avis des conseils municipaux des communes membres, rendu dans un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte.

Le contenu de ce pacte de gouvernance est assez ouvert, l'article L. 5211-11-2 du CGCT donnant des exemples de ce qu'il **peut prévoir** :

- les conditions de mise en œuvre des dispositions de l'article L. 5211-57 du CGCT, relatif aux délibérations dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ;
 - les conditions dans lesquelles le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;
 - les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;
 - la création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions prévues à l'article L. 5211-40-1 qui sont formées par le conseil communautaire afin d'étudier les questions qui lui sont soumises ;
 - la création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. A noter que les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;
 - les conditions dans lesquelles le président de l'établissement public peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires ;
- Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;
- les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;
 - les objectifs à poursuivre en matière d'égalité représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public.

Madame la Présidente rappelle que la gouvernance consiste à la mise en œuvre d'un ensemble de dispositifs pour assurer une meilleure coordination entre communes et intercommunalité, et ce afin de prendre des décisions les plus partagées possibles et engager des actions concertées répondant aux intérêts du territoire.

JJ DUMAS propose que soit enlevé l'article 28 car inapproprié en l'absence de majorité/opposition dans l'EPCI.

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **PREND ACTE** du débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance
- **AUTORISE** Madame la Présidente à préparer et à élaborer un pacte de gouvernance,
- **DECIDE** de ne pas créer pacte de gouvernance entre les communes membres et l'EPCI, considérant que :
 - les communes sont représentées dans toutes les commissions
 - une conférence des maires existe
 - l'ensemble des conseillers municipaux des communes membres sont informés des dossiers intercommunaux

Déroulement écriture Convention Territoriale Globale

Madame Corinne BOUYASSE, 4^{ème} Vice-Présidente, rappelle au conseil communautaire du Pays d'Uzerche qu'il exerce la compétence enfance jeunesse déléguée au Centre Intercommunal d'Action Sociale et entretient à ce titre un travail partenarial depuis plusieurs années avec la Caisse d'allocations Familiales, notamment dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse puis de la Convention Territoriale Globale.

Le Contrat Enfance Jeunesse étant arrivé à son terme au 31.12.2018, a été renouvelé en 2019, et conjointement commencé l'écriture d'une Convention Territoriale Globale. Cette dernière a été formalisée par sa signature le 20 décembre 2019.

La CTG à l'échelon de l'intercommunalité concerne : la petite enfance, la jeunesse, la parentalité, l'animation de la vie sociale, le logement et le cadre de vie, ainsi que l'accès aux droits avec toutes les déclinaisons possibles concernant ces thématiques. Elle « s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté. En mobilisant l'ensemble des ressources du territoire, la CTG renforce les coopérations et contribue ainsi à une plus grande efficacité et complémentarité d'interventions ».

Madame Corinne BOUYASSE, 4^{ème} Vice-Présidente, informe le conseil communautaire l'intérêt et la nécessité de s'engager dans un travail partenarial avec la CAF, les différents partenaires locaux en vue de s'inscrire dans le processus d'une convention territoriale globale, d'un plan d'actions qui sera soumis ultérieurement à approbation.

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
07 décembre 2020 – Uzerche

Madame Corinne BOUYASSE, 4^{ème} Vice-Présidente, rappelle que les réunions de comité technique prévues initialement les 29 octobre et 19 novembre 2020 n'ont pas pu avoir lieu compte tenu du contexte sanitaire, que le contexte actuel ne permet de garantir la tenue de ce type de réunion d'ici la fin de l'année 2020 et qu'il a été décidé de reporter ce travail au mois de janvier 2021.

Madame Corinne BOUYASSE, 4^{ème} Vice-Présidente, précise que la plan d'actions sera formalisé dans la mesure du possible à la fin du 1^{er} trimestre 2021, si le contexte sanitaire permet de réunir les conditions favorables au bon déroulement des comités techniques nécessaires pour l'échange et la mise en commun de l'existant, des besoins, et des actions à envisager.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **PREND ACTE** des conséquences du contexte sanitaire sur le déroulement initial
- **ACCEPTE** le report des comités techniques au mois de janvier 2021
- **ACCEPTE** le report du plan d'actions au 1^{er} trimestre 2021
- **EMET** une réserve sur la tenue du nouvel échéancier en fonction du contexte sanitaire

Le secrétaire de séance,

La Présidente,

Michel LAUTRETTE

Catherine CHAMBRAS